



HAL
open science

Victoire de Lula au Brésil!

Jean-Pierre Massias

► **To cite this version:**

| Jean-Pierre Massias. Victoire de Lula au Brésil!. 2022, pp.1-6. hal-04122526

HAL Id: hal-04122526

<https://univ-pau.hal.science/hal-04122526v1>

Submitted on 8 Jun 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La récente victoire de Lula lors des élections présidentielles au Brésil vient clore un processus électoral d'une extrême tension et caractérisé par un affrontement sans concessions entre deux approches radicalement différentes de la politique brésilienne.

Si la victoire du candidat du parti des travailleurs au détriment du président sortant Jair Bolsonaro est en elle-même symbolique du retour de la gauche brésilienne au pouvoir et a été saluée dans beaucoup de capitales étrangères, elle n'en demeure pas moins extrêmement complexe et il est très délicat de pouvoir aujourd'hui donner toute l'interprétation de ces résultats et plus globalement des conditions dans lesquelles sera gouverné le Brésil dans les années à venir. Les certitudes sont ici bien moins fortes que les interrogations.

Le combat entre les deux adversaires n'était pas qu'idéologique, il incarnait surtout une double interprétation de l'histoire contemporaine brésilienne au regard de la démocratie et du rapport à la volonté de rompre avec les années de dictature. Si la défaite de Bolsonaro marque une défaite de l'autoritarisme, il n'est pas certain que la victoire de Lula soit synonyme de celle de la démocratie.

A – la défaite de l'autoritarisme

Le premier enseignement de cette (courte) défaite du président sortant est – sans conteste – le symbole d'un rejet d'un exercice du pouvoir caractérisé par un discours – et une pratique – autoritaire et bien peu compatible avec les usages et les principes des démocraties libérales. Dans le contexte spécifique du Brésil contemporain, le mandat de l'ancien président fut le témoin et à bien des égards le symbole d'un discours et d'une pratique autoritaire du pouvoir montrant ainsi ses réserves devant la démocratisation.

Ce retour de l'autoritarisme se manifeste d'abord dans les conditions d'accès de Jair Bolsonaro à la magistrature suprême puisque l'élection qu'il remporte est elle-même la conséquence d'un « coup d'Etat juridique » opéré avec une apparence de légalité mais relevant en réalité de la manœuvre politique. Cette manœuvre fut exécutée en deux temps, l'ancien président fut d'abord accusé, condamné et incarcéré au terme d'un jugement qui fut immédiatement contesté puis annulé par la cour suprême entraînant la mise en liberté de Lula après plusieurs mois de détention (et donc d'exclusion de fait de la vie politique et donc des élections). Le Tribunal suprême a notamment affirmé dans son jugement la partialité du juge Sergio Moro, celui-ci s'étant entendu avec des enquêteurs pour faire écarter Lula de l'élection présidentielle de 2018. En avril 2021 acquitté de sept des onze chefs d'accusation retenus contre lui. Enfin, le comité des droits de l'homme de l'ONU conclut en 2022 que les Droits du président Lula n'ont pas été respectés.

Ce fut ensuite le tour de la présidente en exercice (elle aussi issue du parti des travailleurs), Dilma Rousseff, d'être l'objet d'accusation de corruption puis d'une mesure de destitution parlementaire au terme d'une procédure conduite par un magistrat qui devait très rapidement intégrer l'équipe gouvernementale du président Bolsonaro. Ce coup d'Etat formellement juridique, à défaut d'être matériellement légal et que l'on a retrouvé dans un certain nombre de pays d'Amérique latine à la même époque visant exclusivement des présidents « de gauche », devait marquer le mandat du nouveau Président.

Durant les 4 années de sa présidence, Jair Bolsonaro fit ensuite régulièrement l'apologie de la dictature et remit en cause les apports de la transition démocratique brésilienne. Cette « nostalgie » d'un régime criminel s'est manifestée bien avant son élection puisque dès 2016, il déclarait à la radio « Jovem Pan » : *"L'erreur de la dictature a été de torturer sans tuer"*. Quelques semaines après lors du vote de destitution de Dilma Rousseff, il dédiait son vote en faveur de la destitution au colonel qui

était le chef du renseignement sous la dictature, accusé d'au moins six assassinats sous la torture. "À la mémoire du colonel Carlos Alberto Brilhante Ustra, la terreur de Rousseff (...), je vote oui !". » (Madame Rousseff ayant été torturée elle-même par les militaires durant la dictature). Cette apologie de crime contre l'humanité devait se confirmer et trouver une expression plus officielle après son élection puisque le Président Bolsonaro devait dès 2019 ordonner la commémoration officielle de la date du coup d'Etat du 3 mars 1964 qui mit en place la dictature militaire pendant 21 ans et fut responsable de très grand nombre de violations des droits humains.

Enfin, le mandat de Jair Bolsonaro fut le témoin d'un très grand nombre de violation des droits reconnus par la constitution brésilienne.

Dans une enquête (<https://www.amnesty.org/fr/location/americas/south-america/brazil/report-brazil/>) publiée par l'ONG Amnesty international en 2021, le bilan dressé par l'ONG est sans appel : « Le président Jair Bolsonaro a continué d'encourager des initiatives contraires aux besoins de la majeure partie de la population et néfastes pour l'environnement et la justice climatique. Par ses nombreuses déclarations dans lesquelles il fustigeait les militant·e·s et les défenseur·e·s des droits humains, il a en outre porté atteinte à la Constitution et à l'indépendance du pouvoir judiciaire. »

Dans les violations pointées par l'ONG, on peut notamment mettre en exergue l'augmentation radicale du nombre des personnes tuées par la police (notamment dans les classes sociales les plus défavorisées mais aussi les violations systématiques du droit des peuples autochtones. « En août, l'Organisation des peuples indigènes du Brésil a déposé une plainte devant la Cour Pénale Internationale contre le président Jair Bolsonaro pour le crime de génocide. Toujours en août, 6 000 personnes indigènes issues de 176 groupes ethniques ont manifesté dans la capitale du pays, Brasilia, pour tenter de faire échec aux différents projets de loi hostiles aux populations autochtones qui étaient déposés devant le Congrès. Elles ont aussi réitéré leur opposition à la « thèse temporelle » qui était examinée par la Cour suprême et qui, si elle était approuvée, remettrait en cause la démarcation des territoires autochtones. »

L'ensemble de ces « marqueurs » politiques indique clairement que, pour l'ancien président, il convenait de « réécrire » le sens de l'histoire politique du Brésil en opérant une rupture avec une lecture qui faisait de la démocratisation un point de repère cardinal (et incontestable) de la construction du régime politique brésilien. Au contraire, cette réhabilitation des valeurs et des pratiques autoritaires conduite par Bolsonaro conduisait à nier l'impact et la légitimité de la démocratisation de 1985. Le professeur Frédéric Louault a d'ailleurs qualifié l'ancien président de « négationniste » : « Il est un nostalgique de la dictature militaire, même s'il n'a pas participé à la répression contrairement à ce qu'affirment certains de ses opposants. En revanche, il considère que cette période fut un processus révolutionnaire et non une dictature ».

Toutefois, si la défaite de Bolsonaro marque un coup d'arrêt de cette logique, il n'est pas certain qu'il faille nécessairement célébrer la victoire de Lula, comme l'expression d'une « redémocratisation » du pays.

B – La victoire de la démocratie ?

La victoire de Lula, au-delà de sa marge réduite est sans conteste un évènement majeur qu'il convient de ne pas négliger. Toutefois, cette victoire reste fragile et avec elle tout le processus de reconstruction démocratique pourtant nécessaire après les années « Bolsonaro ». Loin d'être le retour triomphal du leader de la gauche après une « parenthèse » autoritaire, la victoire du candidat socialiste ne fait paradoxalement que souligner la fragilité démocratique du Brésil et l'intensité de la crise révélée par les années de pouvoir de Bolsonaro.

- **Une victoire difficile**

La victoire de Lula est finalement bien plus étroite que pouvaient laisser supposer les sondages qui prévoyaient un écart bien plus conséquent en faveur de la gauche et de son candidat pourtant auréolé du double prestige de ses mandats antérieurs et de sa position de victime d'un système judiciaire très lié au camp de J. Bolsonaro.

Le score du second tour est caractéristique de ce rapport de forces étriqué et finalement indécis. En effet, **Lula** a obtenu 50,90% (60'345'999 suffrages) et **Bolsonaro** 49,10% (58'206'354), soit une différence de 2,1 millions de suffrages.

Cette victoire serrée est finalement révélatrice à la fois de l'usure du parti des travailleurs et de son leader historique qui n'a pas réussi à autant mobiliser les électeurs et dont on a bien du mal à identifier – au sein de son propre parti - un successeur crédible aux yeux des Brésiliens. Lula et, à travers lui, la gauche brésilienne sortent très affaiblis de ces dernières années et, en dépit de l'impopularité croissante de son successeur, n'ont pas réussi à récupérer aux yeux des électeurs, leur crédit politique, considérablement entamé à la suite des scandales – notamment financiers – qui ont été révélés.

Ce score démontre également de la capacité de J.Bolsonaro en dépit de ses errances politiques et autoritaires à influencer profondément la société brésilienne, la défaite du président sortant ne semblant pas affecter la vitalité sociale des idées qu'il a portées. Ce constat est d'autant plus important que, projeté au-delà de cette séquence électorale, il porte en germe de futures victoires. Comme ont pu le relever un certain nombre d'observateurs, le bolsonarisme est « un monstre que nous allons devoir combattre un long moment ». Car il est devenu « une idée qui aura un héritage ». D'abord réaction conjoncturelle face aux scandales de corruption et à la politique de déstabilisation conduite par la droite brésilienne, l'appareil idéologique de Bolsonaro, fait de populisme et de revendication autoritaire, a finalement pénétré profondément le corps électoral brésilien, réussissant même à empiéter significativement dans des catégories sociales modestes qui étaient auparavant fortement mobilisées pour le soutien du Parti des Travailleurs. Ce « revirement » de tendance que l'on a pu observer dans d'autres Etats, notamment le phénomène Donald Trump aux USA, a été renforcé tout au long du dernier mandat présidentiel et peut considérablement affecter le sens de la vie politique brésilienne.

- **Une victoire menacée**

La seconde limite à la victoire de Lula reste les menaces que semble faire peser l'attitude du président vaincu et de ses supporters sur la réalité et la pérennité des résultats. En effet, dès que le score du second tour a été définitivement annoncé, le camp du perdant a exprimé des réserves à reconnaître sa défaite.

Ces réserves furent d'abord symboliques avec le silence dans lequel Jair Bolsonaro a accueilli l'annonce de son échec. En effet, Bolsonaro est resté longtemps silencieux, comme a pu le relever « Daniela Arcanjo, le 31 octobre à midi, dans la *Folha de S. Paulo* : « Depuis 1989, date des premières élections organisées après la dictature militaire (1964-1985), le candidat présidentiel battu s'est toujours exprimé juste après le résultat officiel. Cette année-là, l'homme politique dans une telle situation était Luiz Inácio Lula da Silva (PT)... L'actuel chef de l'exécutif, Jair Bolsonaro (PL), a rompu cette tradition en allant se coucher sans reconnaître la victoire de son adversaire, confirmée par le TSE. A 22h06, les lumières du palais de l'Alvorada [son

logement] se sont éteintes, sans déclarations aux partisans, ni visites d'alliés. Le président s'est isolé et n'a pas voulu recevoir de ministres, il n'a reçu que son candidat à la vice-présidence, Walter Braga Netto (PL) ».

Ce n'est finalement que le 1er novembre, soit plusieurs jours après la proclamation des résultats, que Jair Bolsonaro a reconnu (de façon très indirecte en déclarant respecter la constitution et en autorisant la transition) la victoire de son concurrent sans pour autant le féliciter comme le veulent les usages de la démocratie brésilienne.

A côté de cette violence symbolique, les supporters de Bolsonaro ont quant à eux exprimé, parfois violemment, leur volonté de refuser cette défaite et d'imposer violemment le maintien de leur candidat. A ce titre des propos, des rassemblements, des barrages et parfois même des actions des forces de sécurité ont pu faire craindre à un coup d'Etat.

Ainsi, pendant plusieurs semaines après les résultats, des manifestations appelant à la contestation violente de la victoire de Lula ont été organisées témoignant parfois de comportements irrationnels (https://www.lemonde.fr/international/article/2022/11/25/au-bresil-les-etranges-agissements-des-soutiens-les-plus-radicaux-bolsonaro_6151505_3210.html).

Enfin, c'est sur le train judiciaire que le débat allait se porter puisque, le 22 novembre, évoquant des dysfonctionnements significatifs des machines permettant l'exercice du droit de vote, J.Bolsonaro déposait une requête visant à l'annulation des résultats de l'élection présidentielle. Ce recours fut finalement rejeté très rapidement par le tribunal supérieur électoral. Au-delà de ces arguties et de ces comportements extrêmes (qui ont pu également être observés dans d'autres contextes avec la tentative d'occupation du capitol à Washington), c'est là encore le sens fondamental de la démocratisation brésilienne. En effet, pour une démocratie finalement assez récente, la notion d'alternance politique et la capacité d'absorption, par le système politique, sont des marqueurs très significatifs du niveau de démocratie atteint et de la consolidation de cette démocratisation. Là encore, tout comme concernant les déclarations pro-dictature de Bolsonaro, c'est la réalité de la démocratisation amorcée en 1985 qui se trouve fragilisée par cette instabilité.

- **Une victoire limitée.**

La victoire du président Lula reste également fragile, car le paysage politique du Brésil qui ressort de cet ensemble d'élections reste complexe. La droite, en dépit de sa défaite présidentielle, a remporté un certain nombre de victoires électorales hautement symboliques et qui vont limiter considérablement la capacité du nouveau président à gouverner. Ainsi la droite a-t-elle remporté la victoire dans quatorze circonscriptions, contre treize pour la gauche. Lors des élections parlementaires qui se déroulaient en même temps, les formations politiques favorables à l'ancien président ont considérablement progressé et c'est désormais face à une véritable cohabitation que se trouve confronté le président Lula. Même si les pratiques politiques spécifiques de la démocratie brésilienne pourraient contribuer à atténuer l'impact de cette cohabitation et donner des moyens d'actions au nouveau président, cette situation ajoute à la complexité et aux risques de déstabilisation. Ce nouvel équilibre est d'autant plus complexe à analyser qu'il porte en germe des significations finalement contradictoires. D'une part, il risque de déboucher sur un affrontement institutionnel qui pourrait conduire au blocage des institutions démocratiques et à des blocages fragilisant à la fois la stabilité gouvernementale et la consolidation démocratique pour ouvrir la voie à une période de chaos dont les conséquences dans le contexte brésilien pourraient s'avérer démocratiquement catastrophiques et faire craindre un nouveau coup d'Etat.

Toutefois cette « cohabitation » peut également influencer positivement la démocratisation vu la nécessité de constituer des coalitions et de rechercher des compromis dans les décisions gouvernementales. Au lendemain de la victoire de Lula, Alexa Salomão, sur le site de la *Folha de S. Paulo*, donnait le point de vue d'économistes libéraux suite à ce premier discours : « Le discours de Lula a renforcé la perspective d'un gouvernement de coalition, avec un avenir plus stable pour le Brésil. C'est l'avis des économistes Arminio Fraga, ancien président de la Banque centrale, et Edmar Bacha, l'un des pères du Plan Real [plan de « stabilisation », face à l'hyperinflation, appliqué durant la gestion de Fernando Henrique Cardoso après son élection en 1994]. Tous deux sont des économistes libéraux associés au PSDB, mais ils ont exprimé leur soutien en faveur de Lula au second tour des élections ». La large coalition voulue par Lula, les rapports de forces socio-politiques et la transformation d'une mobilisation démocratique en une dynamique sociale vont dessiner les contours d'une pratique gouvernementale, bien au-delà des discours.

Dès lors, les semaines qui s'ouvrent au Brésil seront essentielles pour la reconstruction du système politique et de la démocratisation.